

## Faire payer les riches ou payer de sa personne?

Les bénéfices exorbitants de certaines sociétés suscitent une révolte légitime. Un exemple est la firme Volkswagen qui discute d'un plan massif de licenciements à Forest, au moment où elle annonce des milliards et des milliards de profit pour l'ensemble de sa production. Danone, Continental et bien d'autres multinationales "délocalisent" à tour de bras. Les transactions financières dans le monde atteignent des sommes tellement énormes qu'elles en perdent toute signification, des milliers de milliards de dollars, alors que la misère, la pénurie et plein d'autres maux frappent une grande partie de l'humanité, y compris dans le monde industrialisé.

Face à cette richesse concentrée aux mains de quelques milliers d'individus, il est naturel de réclamer une justice sociale, en taxant plus (le mot "plus" est souvent de trop !) les possédants ou en élevant le revenu des travailleurs et le "minimex" des démunis, par exemple.

Dès leurs débuts, les organisations ouvrières ont revendiqué de l'argent sous forme de hausses de salaire, d'assurances contre le chômage et la maladie, etc. Elles voulaient ainsi réduire l'exploitation et améliorer leur sort. Je crois savoir que le mot d'ordre "Faire payer la crise aux riches" est apparu lors de la crise des années 30. Depuis, il a été répété inlassablement à chaque récession et, à la fin des années 70, lorsque commença la crise qui n'a pas de fin dans notre région, il est devenu le leitmotiv d'une partie de la population

Puisque les fortunes sont encore plus colossales, cette exigence semble plus légitime que jamais. Ce n'est vrai que d'un certain point de vue, cependant. Parce que dès le moment où l'objectif *principal* d'une activité est de réclamer des sous au patronat, aux institutions, aux "sponsors", à tous ceux "qui ont les moyens", comme on dit, on admet *implicitement*, de fait, qu'on a besoin d'eux, qu'on dépend d'eux pour obtenir quelque chose qui nous tient à coeur, qui nous paraît essentiel.

*La condition indispensable pour une situation passable de l'ouvrier est donc la croissance aussi rapide que possible du capital productif. [...] Tant que l'ouvrier salarié est ouvrier salarié, son sort dépend du capital. Telle est la communauté d'intérêts tant vantée de l'ouvrier et du capitaliste. [...] Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, l'état de dépendance du travail envers le capital grandissent du même coup<sup>1</sup>.*

L'auteur, conséquent avec lui-même, insiste ensuite sur le caractère accessoire de la lutte salariale, mais la contradiction est bien présente, et si l'on s'en tient à son analyse, l'état de dépendance du travail envers le capital a considérablement grandi dans notre pays. La discussion est ouverte<sup>2</sup> !

Très souvent, les manifestations, les grèves, les actions violentes même visent à "partager le gâteau", pour reprendre une formule trop souvent utilisée dans un proche passé.

Dans la région de Seraing, Cockerill était l'exemple type de ce sentiment d'appartenance à une "maison commune" (on y travaillait de génération en génération), au sein de laquelle les conflits ont été nombreux et parfois exacerbés. Le ton de cette concordance d'intérêt a été donné dès 1834, lorsque John Cockerill a repris les parts de l'usine possédées par le gouvernement belge:

*À son retour de Seraing, il [J. Cockerill] fut accueilli par des manifestations extraordinairement enthousiastes; la population tout entière voulut témoigner son affection et sa reconnaissance à celui qu'elle appelait noss' père, à l'homme au cerveau puissant et au grand coeur. Un long cortège [...] envahit le château comme pour mieux marquer la prise de possession définitive de l'usine, sur les portes de laquelle les ouvriers avaient tracé cette si caractéristique inscription: C'est d' à nos' tot seû !*

(Administration communale, Seraing, 1930)

---

<sup>1</sup> Je ne me rappelle plus très bien le nom de l'auteur, je sais seulement que son nom commence par M et se termine par x. Tout se perd...

<sup>2</sup> En fouillant dans mes archives poussiéreuses, j'ai retrouvé la source de la citation: "Karl MARX, *Travail salarié et capital*, éditions de Pékin, 1970".

Les événements récents de la sidérurgie – des années 70 à nos jours – ont bien montré que c'était la Société Générale de Belgique qui tirait les ficelles; elle a décampé lorsque les profits ont baissé, provoquant une chute spectaculaire de l'emploi en sidérurgie. Plus tard, par le biais de la CEE, les grands patrons sidérurgistes européens ont obtenu la fermeture de secteurs modernes et rentables comme l'aciérie LD ou Valfil.

On peut trouver dans notre Histoire et même dans la situation actuelle une perspective plus prometteuse, une autre façon d'envisager l'affrontement avec les puissances de l'argent. Pourtant, il n'est pas facile de sortir du cercle "viciieux" unité - conflit - nouvelle unité sur base de revendications obtenues par le patronat ou les salariés. Le mot "facile" doit être bien compris, car la lutte revendicative – surtout dans le passé – a entraîné des morts, des blessés, des emprisonnements, des misères sans nombre et n'est (n'était) donc pas "facile", loin de là.

## L'autre facette

Une autre activité du mouvement ouvrier présente une facette plus autonome: les coopératives. L'Union coopérative, avec ses boulangeries et ses nombreux magasins, était bien connue. Des réseaux se sont développés dans tous les centres ouvriers. Pendant longtemps, ce sont les coopératives qui ont aidé financièrement les syndicats et les grévistes sans indemnité. Elles étaient quasiment un corps étranger à l'intérieur de l'économie capitaliste, où la qualité de la production et des rapports humains surpassait bien souvent celle de l'économie dominante. Cette expérience avait ses limites (il est évidemment plus facile d'en parler après-coup): entre autres, elle était fondée sur les machines et la technique capitalistes; dès que la grande industrie et le grand commerce ont investi les domaines où les coopératives s'étaient implantées, celles-ci ont disparu ou perdu beaucoup de leur attrait. D'autres facteurs ont joué sans aucun doute, mais c'est un autre sujet de réflexion...

La page est tournée, l'autonomie n'a plus cours à une grande échelle, mais la leçon ne mérite pas l'oubli, bien au contraire !

Gagner la liberté, n'est-ce pas établir des rapports entre les gens, sans exploitation, sans oppression, sans inégalités telles que quelques-uns ont tout le pouvoir ? N'est-ce pas se détacher de l'économie de marché contrôlée par quelques firmes géantes (le "libre!!" marché), et en être au moins partiellement indépendant ?

S'il faudra parfois encore tendre la main – qu'elle soit ouverte ou que le poing soit serré –, ce ne sera plus pour survivre, mais pour promouvoir un développement *concurrentiel*.

Actuellement, on peut observer un phénomène intéressant dans l'agriculture. Celle-ci est atteinte depuis les années 70 par de profonds bouleversements qui l'ont entraînée dans toutes sortes de voies conduisant soit à une dépendance totale vis-à-vis des firmes agroalimentaires, soit à une certaine indépendance à leur égard. La production étant moins complexe que dans l'industrie, la situation y est plus favorable pour s'engager dans une alternative (laissons de côté l'explication de ce qui se passe dans l'agriculture et la comparaison avec l'industrie). On trouve dans la production agricole un éventail de tous les degrés de dépendance et de détachement à l'égard de l'économie dominante.

L'exemple de la coopérative Coprosain illustre ces propos. Elle achète à une quarantaine de fermiers de la région d'Ath, gère trois boucheries, un atelier de découpe et emploie près de cinquante personnes (bouchers, vendeuses, transporteurs, administratifs...).

En quoi se différencie-t-elle des anciennes coopératives ? Mis à part des aspects particuliers au monde paysan, elle met en avant la *qualité* du produit, dans le souci de la santé des consommateurs, et non pas le prix de vente. Un cahier des charges relativement exigeant est imposé aux fermiers, membres de la coopérative, afin que les produits soient plus sains que ceux mis sur le marché classique. Cela entraîne évidemment des frais supplémentaires en aliments, disposition des locaux pour le confort des animaux, etc. Le fermier reçoit plus pour son produit et le consommateur doit payer plus pour la qualité. Cependant, la forme de coopérative permet d'éviter des intermédiaires (marchands, chevilleurs) et de maintenir les prix de vente dans une fourchette accessible à la plupart des consommateurs.

Elle combine donc certains avantages des anciennes coopératives (meilleurs rapports humains, économies d'échelle) avec un aspect nouveau et social devenu prépondérant (la santé du consommateur).

Risque-t-elle de disparaître avec l'évolution de l'agriculture, de l'industrie et des grandes surfaces ? Ce n'est pas impossible, mais les choses se présentent autrement que pour les anciennes coopératives. La qualité exige

des traitements, un savoir-faire qui ne peuvent être facilement intégrés dans des opérations intensives et répétitives. Il est d'ailleurs à espérer que la qualité des produits industriels devienne également un objectif essentiel, entraînant un certain dépérissement du machinisme abrutissant, suscitant peut-être une évolution plus humaine du travail productif.

Naturellement, une grande surface peut proposer des contrats financièrement intéressants à de petits fermiers pour répondre à la demande d'une clientèle exigeante – cela se passe d'ailleurs dans certains domaines, y compris dans l'agriculture biologique –, mais, en même temps, elle a le pouvoir d'étrangler ces mêmes petits fermiers s'ils se lient à elle. Il existe une certaine incompatibilité entre les contraintes, le fonctionnement des grandes surfaces (il leur faut des économies d'échelle, des prix concurrentiels relativement bas, etc.) et la production de qualité. Est-ce une conséquence de la nature capitaliste de la grande surface ou est-ce une donnée intrinsèque de la qualité ? Il est plus que probable que la grande production de qualité et le grand commerce des produits de qualité ne s'épanouiront que dans un autre type de société.

Pour en revenir à la coopérative Coprosain, elle n'est pour le moment pas menacée directement par la concurrence, mais à la fois par son propre développement et par une législation européenne défavorisant les petites entreprises (par exemple, des exigences d'hygiène allant jusqu'à l'absurde et trop onéreuses pour les petits budgets). Ainsi, Coprosain s'est agrandie à l'aide de prêts et de subsides plus considérables que ne le permettent les rentrées actuelles; d'où la nécessité de vendre plus pour pouvoir rembourser... Si ce genre d'entreprise est en partie à l'écart du marché, pratique ses propres prix (par exemple, les contrats avec les fermiers ne suivent pas toutes les fluctuations des prix de marché, mais les prix sont plus élevés et aussi plus stables, donc plus avantageux), elle subit néanmoins de nombreuses pressions et la gestion même peut parfois la remettre en question.

De nombreuses autres entreprises agricoles ont également choisi de conserver une certaine indépendance à l'égard du grand marché, mais elles optent généralement pour l'artisanat.

Il n'est pas impossible d'imaginer que des initiatives semblables prolifèrent dans le domaine industriel où la sophistication et le coût des machines sont des barrières plus hautes à franchir. Il paraît inévitable que les nuisances de la production et du travail industriels provoquent la naissance d'une autre production industrielle à côté des multinationales. Celles-ci s'efforcent d'écarter tout ce qui se trouve sur leur passage et paraissent toutes-puissantes. Mais la population, du moins une partie significative de la population, peut désertier un produit et se tourner vers quelque chose de meilleur: c'est ce qui se passe, par exemple, pour la viande bovine et porcine en pleine mutation.

Ce combat est d'une autre nature que le combat syndical, tous deux sont également indispensables, se complètent dans une certaine mesure. En schématisant, on peut affirmer que l'un pose des briques pour construire, tandis que l'autre mine l'adversaire.

Payer de sa personne – en opposition avec "faire payer les riches" – signifie que l'activité même assure la subsistance sans devoir s'adresser à un détenteur du pouvoir, à une autorité de la société actuelle. C'est un pas en avant vers la liberté et l'émancipation, si le contenu de l'activité diffère sensiblement des entreprises capitalistes et les surpasse par la nature des rapports humains et des produits.

M. N.  
Mars 1999